

RWANDA

LA PENSEE PROFONDE DE BOUTROS

Recevant fin mai Emma Bonino, commissaire européen, Boutros Boutros Ghali, secrétaire général des Nations unies, lui a livré sa "pensée profonde" sur la situation au Rwanda et au Burundi, à la grande surprise des deux sous-secrétaires généraux, M. Hansen (Affaires humanitaires) et M. Kittani (envoyé spécial du secrétaire général) qui assistaient à l'entretien. Quasiment mot à mot et rapporté tel quel dans les notes confidentielles des Nations unies, Boutros Boutros Ghali a expliqué qu'"il n'avait aucune confiance dans le gouvernement rwandais (...) Il veut se venger et est incapable de ne pas le faire (...) Il y a une longue histoire de lutte inter-ethnique. Chaque ethnie, à son tour, a écarté l'autre ethnie du pouvoir. Les Tutsis l'ont fait et continuent à le faire au Burundi. Les Hutus au Rwanda appliquent le même principe. Maintenant, ils préparent militairement leur retour au Rwanda à partir des camps de réfugiés. Ce phénomène de pensée et d'action ethniques dans les deux pays me fait très peur".

Pour Boutros Ghali, il reviendrait "beaucoup moins cher" de faire une intervention militaire que de fournir de l'aide humanitaire pendant au moins dix ans: "Mais personne n'est préparé à la faire". Il estime que son idée d'une force de paix de prévention au Burundi "n'est pas acceptée par le gouvernement". Pour réussir un dialogue inter-ethnique, il faut beaucoup d'explications qui nécessitent "une présence militaire étrangère d'au moins 4 à 5 ans".

Dans les camps de réfugiés, l'aide soutient les femmes et les enfants mais appuie indirectement "ceux qui se réarment et préparent la guerre pour retourner dans leur pays (...) Je ne peux pas le dire publiquement, mais il faut imposer une conditionnalité politique de l'aide", a expliqué Boutros Ghali à Mme Bonino, "c'est le seul langage qu'ils comprennent". Il a également préconisé qu'au lieu de nourrir les réfugiés, des terres leur soient - temporairement - attribuées en Tanzanie et au Zaïre, à 200 ou 300 km de la frontière: "les réfugiés "militaires" seront alors séparés des autres et l'aide devra être réduite à ceux qui refuseront de travailler".